

Management international International Management Gestión Internacional

Mot de la rédaction

Franck Barès

Volume 28, Number spécial, 2024

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1116619ar>

DOI: <https://doi.org/10.59876/a-rcry-v84q>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal
Université Paris Dauphine

ISSN

1206-1697 (print)

1918-9222 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Barès, F. (2024). Mot de la rédaction. *Management international / International Management / Gestión Internacional*, 28(spécial), 4–4.
<https://doi.org/10.59876/a-rcry-v84q>

Mot de la rédaction

Franck Barès

Professeur titulaire, Rédacteur en chef, HEC Montréal
franck.bares@hec.ca

Ce dernier numéro de l'année comprend onze articles, dont quatre dans le dossier spécial issu du congrès Atlas-AFMI qui s'est déroulé à Nice en 2022. Un mot des rédacteurs en chef invités, au titre accrocheur *Éthique, résilience et nouveaux défis du management international* met en contexte les défis actuels en Management International ainsi que les quatre articles retenus.

Le premier article régulier a pour autrice Savéria Cecchi. Il s'intitule : *Rôle des routines et de leurs artefacts dans l'articulation entre standardisation et flexibilité : proposition d'un cadre conceptuel intégrateur*. Savéria Cecchi propose une démarche visant à organiser différentes contributions dialoguant peu entre-elles au sein d'un cadre intégrateur. Le cadre proposé est fondé sur le développement des concepts d'inscription et d'affordance. Il permet non seulement de penser les artefacts dans leur imbrication avec les situations sociales au sein desquelles ils sont conçus et utilisés, mais également de prendre en compte leurs formes matérielles.

Le second article est proposé par Ali Uyar, Faten Lakhali, Cemil Kuzey et Abdullah S. Karaman avec pour titre : *Les actionnaires apprécient-ils la responsabilité sociale des entreprises ? Le rôle de la visibilité de l'entreprise, des ressources financières disponibles et de la surveillance*. Même si de nombreuses études antérieures ont examiné la relation entre la responsabilité sociale des entreprises (RSE) et la valeur de l'entreprise, les conclusions ont été divergentes. Cette étude examine donc comment la visibilité de l'entreprise, les ressources financières et la surveillance influent sur la relation entre la RSE et la valeur de l'entreprise. Les auteurs constatent que la performance RSE et ses trois dimensions : environnementale, sociale et de gouvernance, ont des effets positifs sur la valeur de l'entreprise. Les résultats montrent également qu'en présence de ressources excédentaires et d'une gouvernance d'entreprise solide, l'effet positif de la RSE sur la valeur de l'entreprise est fortement soutenu. Ces résultats suggèrent enfin que les dirigeants doivent à la fois prendre en compte les intérêts des actionnaires et répondre aux préoccupations des parties prenantes, surtout lorsque l'entreprise dispose de ressources financières disponibles et un conseil efficace.

Le troisième article a pour titre : *Retour aux origines : une redécouverte du rôle des individus dans le modèle d'Uppsala*. Il est le fruit du travail de Stefano Valdemarin pour revenir sur le modèle d'Uppsala. Pendant 40 ans, ce modèle s'est focalisé sur l'internationalisation des entreprises, considérant le niveau d'analyse individuel comme une boîte noire. Récemment, le modèle a été critiqué à cet égard par plusieurs chercheurs, incitant ses auteurs à introduire le niveau micro dans certaines dimensions analysées. Mais est-il vraiment possible d'intégrer pleinement le niveau individuel dans le modèle d'Uppsala ? L'objectif est ici de formuler une réponse à cette question en s'appuyant sur une revue systématique de la littérature. Au-delà de ses apports méthodologiques, cette recherche redécouvre le rôle des individus, montre comment le modèle peut les intégrer en développant une approche micro-fondamentale complète, et suggère de nouvelles pistes de recherche.

L'article suivant est proposé par Viatcheslav Avioutsikii et Fabrice Roth. Son titre est : *Analyse de la réaction géopolitique et normative des firmes opérant en Russie à l'agression de l'Ukraine*. Les auteurs étudient l'effet de l'agression de l'Ukraine par la Russie sur les décisions des entreprises étrangères de sortir du marché russe. Ils proposent une approche géopolitique du Management international pour inscrire ces décisions dans un contexte de démondialisation en prenant en compte les facteurs ESG des entreprises pour expliquer les décisions de sortie. Ils utilisent une analyse de régression multiple pour tester l'effet de ces

variables sur un échantillon d'environ 2000 firmes. Leurs résultats montrent que les décisions de sortie des firmes l'ont été, plus en conformité avec l'orientation géopolitique du pays du siège, qu'en fonction de leurs intérêts économiques. Les facteurs ESG et les valeurs partagées dans les pays du siège des entreprises (Démocratie et Droits de l'Homme) jouent également un rôle important dans les décisions de sortie.

Le cinquième article est proposé par Jacqueline Boysselle et René Díaz-Pichardo avec pour titre : *L'effet modérateur de la participation aux réseaux alimentaires alternatifs sur la relation entre la communication d'entreprise socialement responsable et la confiance dans la marque*. Les deux auteurs abordent que même si la communication d'entreprise socialement responsable (CESR) peut affecter les perceptions des consommateurs en matière d'éthique d'entreprise et influencer leurs décisions d'achat et de consommation, elle peut également être perçue comme du *greenwashing*. Sur la base de la théorie de la signalisation, ils proposent que l'appartenance à des réseaux alimentaires alternatifs (RAAs) modère la façon dont les perceptions du CESR influent sur la confiance dans la marque. En utilisant un plan expérimental transversal et des échelles de type Likert dans des modèles d'équation structurelles, ils constatent que les individus appartenant à des RAA développent une plus grande confiance dans la marque face au signal du CESR. Cette recherche contribue à une meilleure compréhension de la transformation des consommateurs vers une consommation plus durable.

Mariana Bassi Suter, Felipe Mendes Borini, Lucas dos Santos Costa, Alison J. Glaister, Raquel Meneses, et Nathalie Georgia Carina Johnston proposent quant à eux un article intitulé : *Comprendre la capacité de branding des employés et les impacts sur l'image du pays d'origine pour les entreprises internationalisées*. Il vise la compréhension du rôle de la capacité de branding des employés (EmpBCap), comme ressource de l'entreprise, dans l'amélioration de l'image du pays d'origine (IPO). En s'appuyant sur la perspective de la théorie des ressources et celle du signal, leurs résultats démontrent que la EmpBCap améliore l'IPO comme avantage spécifique au pays (IPO-ASP). Les auteurs ont collecté et analysé trois jeux de données, comprenant au total 1060 observations de dirigeants œuvrant au sein d'entreprises internationalisées basées au Portugal et au Brésil. À l'aide de procédures psychométriques et d'analyse structurelle des équations simultanées, les résultats font ressortir que la EmpBCap est un antécédent du IPO-ASP et exerce un effet indirect sur la performance globale de l'entreprise.

Le dernier article est écrit par Marie Kerveillant, Philippe Lorino, Michaël Mangeon et Olivier Saulpic. Le titre proposé est : *Une invitation à dépasser le cadre du dialogue technique pour aller vers des dispositifs « pluralistes »*. Cette contribution traite de l'implication du public dans la gouvernance des organisations participant à des activités risquées est un enjeu important. Les auteurs proposent une meilleure compréhension de cette implication et de ses effets en étudiant à un niveau micro le dialogue entre experts institutionnels et membres de la société civile autour du « Dossier d'Options de Sûreté » de l'installation de stockage profond des déchets nucléaires « CIGEO » dans l'Est de la France. Ils montrent que, malgré les contraintes liées à la structuration de l'expertise dans la filière nucléaire en France, le dialogue conduit à des changements réels, mais limités. La discussion ouvre sur les possibilités et conditions de dépassement du cadre du dialogue technique entre experts en introduisant la notion de pluralisme.

Bonne lecture !